OPERATION CORREA (1h24min) *Réalisé par Pierre Carles*

1er épisode *Les ânes ont soif* (54 mn) La visite en France d'un champion de la croissance économique passe rarement inaperçue, même lorsqu'elle ne présente qu'un intérêt médiocre. Un serrage de louches sur le perron de l'Elysée avec un président chinois ou une chancelière allemande rameute à coup sûr le ban et l'arrière-ban des troupes journalistiques. Pourquoi alors la presse hexagonale a-t-elle boudé le dernier séjour à Paris de Rafael Correa? Le 6 novembre 2013, le président équatorien était à la Sorbonne pour décrire le modèle économique en train de s'inventer dans son pays, en insolente rupture avec le dogme de l'austérité et de l'infléodation à la finance habituel. Pierre Carles et son équipe poursuivent leur critique radicale des médias et posent des questions. Le socialisme « du XXIe siècle » ou du « buen vivir », la politique progressiste étatiste et hyper-volontariste conduite par le gouvernement de Rafael Correa depuis la mise en place d'une nouvelle constitution il y a six ans, représente t-elle un espoir pour la gauche française?

Précédé du court-métrage *On a mal à la dette* (30 mn) Pour contester le paiement de la dette de son pays, le Président Correa s'est appuyé sur les travaux d'économistes du CATDM (Comité d'Annulation de la Dette du Tiers Monde) comme Eric Toussaint. Depuis quelques années, Toussaint et des «économistes atterrés» (ou non -orthodoxes) tentent d'expliquer pourquoi il est parfaitement légitime de ne pas payer tout ou partie de la dette. En France, c'est le CAC (Comité pour un Audit Citoyen de la dette publique) qui a réalisé ce travail en chiffrant la part «illégitime» de la dette française à 59 % du PIB. Le CAC a montré que depuis une quinzaine d'années les gouvernements successifs ont fait une série de cadeaux fiscaux aux entreprises et aux ménages aisés. Près des deux tiers de la dette publique française s'explique donc par des cadeaux fiscaux et par des taux d'intérêts excessifs mettant l'État dans une situation de surendettement chronique. Leurs arguments trouvent relativement peu d'écho dans les grands médias. Ce court-métrage essaie de donner la parole à ces spécialistes de la dette «illégitime» et, partant, d'une autre politique économique et sociale.

laturbine cinéma

Mercredi 6 Mai à 20h30

Séance débat rencontre

En présence du réalisateur

Pierre Carles

Cinéma La Turbine - Place Chorus - 74960 CRAN GEVRIER / 09.64.40.04.71
www.cinema-laturbine.fr

Soutenu par : Le Monde diplomatique — attac

Lorsque, en juillet 2013, l'avion du président bolivien Evo Morales fut séquestré par les autorités européennes au prétexte de s'assurer qu'il n'emportait pas Edward Snowden comme passager clandestin, cette transgression des règles diplomatiques les plus élémentaires scandalisa les peuples d'Amérique latine. Ils y virent une marque de mépris et d'arrogance néocoloniale. En France, on évoqua à peine cette affaire.

Quatre mois plus tard, en novembre 2013, un autre président latino américain de gauche, Rafael Correa, se rendit en visite officielle à Paris. Cette fois-ci, il ne subit aucune avanie. Il prononça même une conférence à la Sorbonne. Il y expliqua comment son pays avait allégé le poids de sa dette extérieure, ignoré les recommandations du Fonds monétaire international et tourné le dos aux politiques d'austérité qui, au moment précis où il s'exprimait, précipitaient l'Europe dans le marasme économique. On aurait pu, là encore, imaginer que l'événement bénéficierait d'un accompagnement médiatique important, d'autant que le président équatorien, économiste de formation, parle parfaitement français. Mais les invitations à s'exprimer dans les médias furent rares, et le silence de la presse quasiment assourdissant.

Comment expliquer que certains pays étrangers servent si volontiers de modèles à la presse française (Allemagne, Royaume-Uni, Irlande) alors que d'autres sont systématiquement ignorés (pays progressistes d'Amérique latine) ? Comment justifier que, dans les revues de presse diffusées par les grandes radios nationales, ce soit toujours les mêmes journaux qui se trouvent mis à l'honneur ? Et les mêmes écartés ? Dans son documentaire, Opération Correa, Pierre Carles pose ces questions, faussement naïves, aux journalistes qui déterminent la hiérarchie de l'information. Parfois désopilantes, leurs réponses sont toujours éclairantes, comme ce cri du cœur d'Ivan Levaï justifiant l'absence de références exigeantes dans sa revue de presse par la paresse supposée des auditeurs : « On ne fait pas boire l'âne qui n'a pas soif »...

Au-delà des logiques médiatiques hexagonales, le réalisateur s'interroge sur la situation en Equateur. Rafael Correa propose-t-il vraiment des solutions originales à la crise économique, sociale et environnementale ? Qu'en est-il alors de l'accord de libre-échange que son pays a été contraint de négocier avec l'Union européenne ? Et de son opposition à l'avortement ? Pierre Carles et son équipe aimeraient enquêter sur l'existence ou non d'un « miracle équatorien » et mieux comprendre à quoi il ressemble. Car si tout n'est pas parfait à Quito, raison de plus pour aller y voir. Entendre autre chose que des discours formatés à la gloire de l'austérité. Et manifester ainsi ce qui théoriquement devrait caractériser la profession de journaliste : la curiosité intellectuelle et politique.

Operation Correa met à nu certaines des priorités des grands médias, la « circulation circulaire de l'information ». Et suggère à quoi la presse pourrait servir si elle manifestait davantage de liberté. D'imagination aussi.

Le Monde Diplomatique

Soutenu par : Le Monde diplomatique — attac